



RCS : NANTES

Code greffe : 4401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 01526

Numéro SIREN : 328 919 311

Nom ou dénomination : 3 G

Ce dépôt a été enregistré le 02/07/2014 sous le numéro de dépôt 7064

GENEVAISE - ESTEVE ET ASSOCIÉS

*Cabinet d'Expertises
Agricole, Foncier, Immobilier*

«Le Moulin des Landes»

CS 50141

49481 ST-SYLVAIN D'ANJOU Cedex

☎ 02 41 43 09 10 - Fax 02 41 60 06 11

E-mail : genevaise-estev@wanadoo.fr

www.experts-assurances-fonciers.fr

Associés :

JEAN-FRANÇOIS ESTEVE

Expert Foncier et Agricole

Expert près la Cour d'Appel de Rennes

AURÉLIE CROCHET LE CLERE

Expert Foncier et Agricole

Diplômée IHEDREA

VINCENT SCHMITZ

Ingénieur Agronome ENSAIA

Docteur de l'ENSAR

FABRICE ANGEBAULT

Expert Bâtiment diplômé ESCBB

Certifié ITIFCBA

THIERRY JIOLAT

D.E.A. Droit Rural - IHEDREA

Expert honoraire :

CLAUDE GENEVAISE

Ingénieur en Agriculture (E.S.A. Angers)

Expert près la Cour d'Appel d'Angers

Sapiteurs :

GÉRALD MEZILY

Ingénieur Horticole - ENITHP

BERNARD GAILLARD

Ingénieur Agronome I.N.A.

PATRICE RUBILLARD

Docteur Vétérinaire

JEAN BAROT

Expert Foncier et Agricole

PATRICK VERNON

Productions Végétales

Transformation de l'EARL DES DEUX RIVES

en

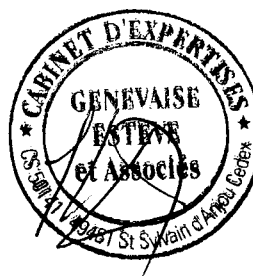
SAS 3 G

~~~

Adresse :

24 L'Ouvrardière  
44310 ST PHILBERT DE GRAND LIEU

## RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION



Bureau secondaire : 25 rue des Carmélites - 44000 NANTES

SARL au capital social de 9000 € - R.C.S. ANGERS 409 470 200

**GE**

L'EARL DES DEUX RIVES est une exploitation agricole qui a pour activité :

- La production laitière avec la production d'un quota de 375.000 litres.
- La mise en valeur d'une SAU de 170 ha.
- Une production d'énergie, à partir de panneaux photovoltaïques pour une surface de 1194 m<sup>2</sup>.

L'EARL DES DEUX RIVES compte actuellement deux associés :

- Monsieur GUIBRETEAU Philippe , Marie, Hugues, né le 10 mai 1963 à MACHECOUL (44), demeurant : 24 L'Ouvrardière - 44310 ST PHILBERT DE GRAND LIEU.

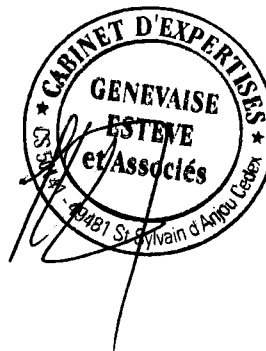
Et,

- Madame GUIBRETEAU, née GRIS, Anne, Marie-Thérèse, Jeanne, Georgette, le 7 juillet 1963, à NANTES (44), épouse de M. GUIBRETEAU Philippe, demeurant : 24 L'Ouvrardière - 44310 ST PHILBERT DE GRAND LIEU.

Nous ont désignés en qualité de Commissaire à la transformation et d'en faire rapport.

~~~~~

Jean-François ESTEVE rend compte, après avoir été sur place le 14/04/2014, par le présent rapport, de la mission qui lui a été confiée.



- En 2013, l'EARL LES DEUX RIVES a financé une installation photovoltaïque, mise en place sur plusieurs bâtiments agricoles appartenant également, à l'EARL, laquelle EARL est en cours d'acquisition du foncier supportant les dits bâtiments.
- Au 1^{er} avril 2014, l'EARL LES DEUX RIVES, par effet rétroactif, s'est transformée en SAS 3 G, avec conservation des éléments d'actifs immobiliers agricoles et liés à la production photovoltaïque, à savoir :

1 – Constructions

- Une stabulation taurillons de 216 m²
- Une stabulation génisses de 390 m²
- Une stabulation vaches laitières de 985 m², avec bloc traite
- Un hangar de 400 m²
- Un hangar de 300 m²
- Une fumière couverte de 603 m²
- Un hangar de 500 m²
- Une fosse béton de 1980
- Une fosse béton de 1988
- Une plateforme silo

Soit un ensemble pour une valeur de 272 463,00 €

2 – Installations

- Panneaux photovoltaïques
- Onduleurs
- Câblage – Raccordements

Soit un ensemble pour une valeur de 315 000,00 €

Soit un total d'actifs de 587 463,00 €

Le solde de l'actif de l'EARL LES DEUX RIVES est transféré à une nouvelle EARL « en création », dont la vocation reste agricole.



Sera également conservé au niveau de la SAS 3 G, le passif lié à l'activité photovoltaïque, à savoir :

N° prêts	Capital emprunté	Capital restant dû
916	93000,00 €	79700,58 €
099	336134,00 €	303155,49 €
total		382856,07 €

Le solde entre l'actif et le passif au niveau à la SAS 3 G, laisse apparaître une somme de :

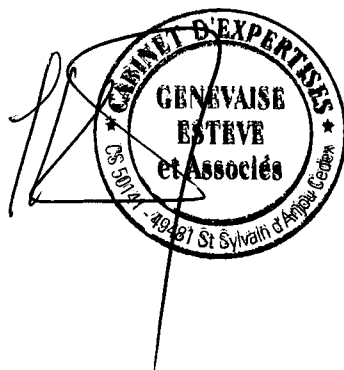
204 606,93 Euros

CONCLUSION

La SAS 3 G, issue de la transformation de l'EARL DES 2 RIVES , est fondée à fixer son Capital Social à la somme de 90.000 Euros.

Fait pour valoir ce que de droit
A St Sylvain d'Anjou, le
28 avril 2014

Jean-François ESTEVE



Déposé au Greffe

le 02 JUL. 2014

sous le N° 7064

RCS N° 14 B 526

STATUTS

SAS 3 G

24, L'Ouvrardière

**44310 SAINT PHILBERT DE
GRANDLIEU**

RCS DE NANTES 328 919 311

Les soussignés :

Monsieur Philippe GUIBRETEAU, né le 10 mai 1963 à Machecoul (Loire-Atlantique)

ET

Madame Anne GUIBRETEAU, née GRIS le 7 juillet 1963 à Nantes (Loire-Atlantique)

Mariés le 28 octobre 1983, à la mairie de St Philbert de Grand Lieu sous le régime de la communauté légale, lequel régime n'a pas été modifié depuis,

Demeurant au lieudit « 24, L'Ouvrardière », commune de SAINT PHILBERT DE GRAND LIEU, département de Loire-Atlantique.

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par actions simplifiée, société résultant de la transformation de l'EARL DES DEUX RIVES, décision validée par Assemblée Générale en Date du 29 avril 2014, avec effet au 1^{er} avril 2014.

TITRE 1

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

Article 1 : FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée. Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

Article 2 : OBJET

La Société a pour objet : L'acquisition, la gestion et l'administration de tous les immeubles et droits immobiliers composant son patrimoine ; la production et la vente d'énergie électrique d'origine photovoltaïque.

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;

AG² GP

- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises agricoles, commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Article 3 : DENOMINATION

La dénomination de la Société est : « **3 G** ».

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement «Société par actions simplifiée» ou des initiales de la Société S.A.S et de l'indication du montant du capital social.

Article 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à « **24 L'Ouvrardière** », commune de **SAINT PHILBERT DE GRAND LIEU**, département de **Loire-Atlantique**,

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés.

Article 5 : DUREE

La durée de la Société est fixée à **99 ans** à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée. Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés. Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

Article 6 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} février et se termine le 31 janvier de chaque année. Par exception le premier exercice social commencera le 1^{er} avril 2014 et se terminera le 31 janvier 2015.

TITRE 2

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 7 : APPORTS

Lors de la constitution de la société, par acte sous seing privé en date du 28 décembre 1983, les associés fondateurs apportèrent respectivement :

Monsieur et Madame Noël GRIS , la valeur nette mobilière de 300 000 francs, constitutive de capital social

Monsieur et Madame Philippe GUIBRETEAU , la valeur nette mobilière de 300 000 francs constitutive de capital social

Soit au total, la somme de **600 000 francs (91 469.41 €)**.

Article 8 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **quatre vingt dix mille euros (90 000 €)**.

Il est divisé en **600 actions** de 15 Euros chacune, de même catégorie, numérotées de 1 à 600, attribuées aux associés en fonction de leurs apports, comme suit:

- **Monsieur Philippe GUIBRETEAU**, **3 000 actions**
numérotées de 1 à 3 000, représentatives d'apport en nature

- **Madame Anne GUIBRETEAU**..... **3 000 actions**
numérotées de 3 001 à 6 000, représentatives d'apport en nature

TOTAL **6 000 actions**

Les associés déclarent que ces parts sont souscrites en totalité et libérées de la totalité de leur montant.

Article 9 : APPORT EN INDUSTRIE

La société peut émettre des actions en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces actions sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Sous réserve des éventuelles actions de préférence bénéficiant de droits spécifiques, les actions représentatives d'apports en industrie disposent des mêmes droits que les autres actions émises par la Société par actions simplifiée et notamment le droit de participer aux décisions collectives et de percevoir des dividendes.

Les actions représentatives d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

La valeur de ces actions sera évaluée régulièrement, tous les 2 ans, et pour la première fois dans un délai de deux ans à compter de leur émission, dans les conditions précisées à l'article L 225-8 du Code de Commerce.

Article 10 : COMPTE COURANT

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en comptes courants. Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

Article 11 : MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2 - Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3 - En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4 - Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

TITRE 3

ACTIONS

Article 12 : INDIVISIBILITE DES ACTIONS - USUFRUIT

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Si une action sociale est grevée d'un usufruit, le droit de vote appartient au nu-propiétaire pour les décisions suivantes :

- la modification de la dénomination sociale,
- le transfert du siège social,
- la modification du mode d'administration de la société et des pouvoirs des dirigeants dans ses rapports avec les associés,
- la modification du mode de réunion et de délibération des assemblées,
- l'acceptation du retrait d'un associé,
- la réduction de la durée de la société ou sa dissolution anticipée, mais seulement dans les limites permises par les présents statuts,
- la scission de la société en deux ou plusieurs autres sociétés de même forme,
- la fusion de la société avec toutes autres sociétés de même forme,
- le mode de liquidation de la société et la nomination du ou des liquidateurs.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier pour l'ensemble des autres décisions, et notamment la nomination et la révocation des dirigeants, l'affectation des résultats, et la distribution des réserves, primes d'émission et report à nouveau et les décisions d'investissement.

Le nu propriétaire dispose des droits suivants :

- être convoqué aux assemblées générales ;
- participer aux assemblées générales ;
- information annuelle ;
- à la parole ;
- de poser des questions écrites ;
- d'être informé des consultations écrites ;
- d'être appelé aux actes constatant les décisions prises en assemblée générale.

3 - Répartition des résultats

Dans le cas d'un démembrement de propriété portant sur les parts sociales, reviendront à l'usufruitier des parts sociales en cas de distribution :

- les distributions liées au résultat courant ;
- les distributions liées aux reports à nouveau.

Dans le cas d'un démembrement de propriété portant sur les parts sociales, reviendront au nu-propiétaire des parts sociales en cas de distribution :

- les distributions liées aux primes d'apport ;
- les distributions liées aux réserves ;
- les distributions liées aux revenus exceptionnels, dont notamment les plus ou moins values ou ceux liés à la variation de passif de la société.

Le ou les usufruitiers et le ou les nus propriétaires pourront toutefois par convention unanime passée entre eux décider de modalités de distribution différentes.

4 - Répartition du résultat de liquidation

A défaut de convention établie préalablement à la liquidation et unanimement entre les titulaires de droits démembrés portant sur des parts sociales :

- les distributions liées au revenu courant de l'exercice de cessation d'activité ainsi que liés aux reports à nouveau reviendront à l'usufruitier des parts sociales ;
- les distributions liées aux primes d'apport, réserves, et revenu exceptionnel lié à la cessation d'activité, et notamment les plus values ou moins values, reviendront au nu-propiétaire des parts sociales.

Article 13 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

5 - Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu. Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

6 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

Article 14 : FORME DES VALEURS MOBILIERES

La société ne pouvant faire appel public à l'épargne, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 15 : LIBERATION DES ACTIONS

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE 4

CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

Article 16 : DEFINITIONS

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

c) Opération de reclassement signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

Article 17 : TRANSMISSION DES ACTIONS

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

AG 9 GP

Article 18 : PREEMPTION

1. Toute cession des actions de la Société même entre associés est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après.

2. L'associé Cédant notifie au Président et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

- **le nombre d'actions concernées ;**

- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;

- le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de la notification de l'associé Cédant fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le Cédant pourra réaliser librement la cession projetée sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 'Agrément' des statuts.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de préemption est exercé par notification au Président dans les deux (2) mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2 ci-dessus, le Président doit notifier à l'associé Cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption. Si les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes. Si les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé Cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article "Agrément " ci-après.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de 30 jours moyennant le prix mentionné dans la notification de l'associé Cédant.

Article 19 : AGREMENT DES CESSIONS

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 30 jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue. Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis. En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 20 : MODIFICATION DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE

1. En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce "La loi 2005 - 842 du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie, ajoute un nouveau cas aux différents cas de contrôle déjà prévus par l'article L 233-3 du Code de commerce : une société est considérée comme en contrôlant une autre lorsqu'elle est associée ou actionnaire de cette Société et dispose du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de cette Société" du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Décisions collectives des associés dans un délai de 30 jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article "Exclusion d'un associé".

2. Dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en oeuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article "Exclusion d'un associé". Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

Article 21 : EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité. Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément et/ou de préemption prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative :

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 60 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 22 : NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles "*Inaliénabilité des actions à Modifications dans le contrôle d'un associé* " des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

Article 23 : LOCATION D'ACTIONS

La location des actions est interdite.

TITRE 5

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 24 : PRESIDENCE DE LA SOCIETE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

1 - Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

2 - Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective unanime des associés autres que le Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvrira droit à une indemnisation du Président.

3 - Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

4 - Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Président n'a pas la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, les présents statuts réservant ce pouvoir à l'assemblée générale.

Article 25 : DIRECTION GENERALE

1 – Désignation

Le Président peut donner mandat à une ou plusieurs personnes physiques, ou morales, de l'assister en qualité de Directeur Général délégué.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

2 - Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

3 – Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée.

4 – Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

Article 26 : REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L 432-6 du Code du travail auprès du Président, ou Directeur Général.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président ou Directeur Général.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social 7 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président ou Directeur Général accuse réception de ces demandes dans les 3 jours de leur réception.

TITRE 6

CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 27 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

Article 28 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

La désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative et c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions requises pour les décisions extraordinaires, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE 7

DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Article 29 : DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président et du directeur ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.
- autorisation des décisions du Président visées à l'article 23 des présents statuts.

Article 30 : REGLES DE MAJORITE

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives sont prises à la majorité des associés représentant au moins 70% du capital social.

Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Article 31 : MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président ou du directeur.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

Article 32 : ASSEMBLEES

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant d'au moins 25 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L 2323-67 du Code du travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite quinze jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret N°2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Le Président de Séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

Article 33 : PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

Article 34 : INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires au comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

Article 35 : DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE 8

COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DU RESULTATS

Article 36 : ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

Article 37 : AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE 9

LIQUIDATION - DISSOLUTION – CONTESTATIONS

Article 38 : DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Article 39 : CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

TITRE 10

DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX - ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION

Article 40 : NOMINATION DES DIRIGEANTS

Le premier président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est **Monsieur Philippe GUIBRETEAU**, lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

La première Directrice Générale de la Société nommée aux termes des présents statuts sans limitation de durée est **Madame Anne GUIBRETEAU**, laquelle déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

Article 41 : FORMALITES DE PUBLICITE - IMMATRICULATION

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

Article 42 : DECLARATIONS FISCALES

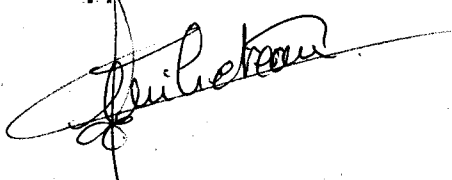
La société relèvera du régime de l'impôt sur les sociétés.

Les associés décident de soumettre la présente société au régime de la TVA et ont déposé une option à cet effet auprès du centre des impôts compétent.

Fait en deux originaux

A SAINT PHILBERT DE GRAND LIEU, le 29 avril 2014

Monsieur Philippe GUIBRETEAU



Madame Anne GUIBRETEAU



Déposé au Greffe
le 02 JUIL. 2014
sous le N° 7064
RCS N° 14 B1526

EARL DES DEUX RIVES

Exploitation Agricole A Responsabilité
Limitée

24 L'Ouvrardière
44310 SAINT PHILBERT DE GRAND LIEU
(Loire-Atlantique)

RCS de Nantes 328 919 311

Procès-verbal
d'Assemblée Générale Extraordinaire
du 29 avril 2014

EARL DES DEUX RIVES

Exploitation Agricole A Responsabilité Limitée

Capital social : 91.469,41 euros

Siège social : 24 L'Ouvrardière

44310 SAINT PHILBERT DE GRAND LIEU

RCS de Nantes 328 919 311

**PROCES VERBAL
D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 29 avril 2014**

L'AN DEUX MIL QUATORZE

Le 29 avril, à 14 heures

Les associés de l'EARL DES DEUX RIVES se sont réunis audit siège en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Sont présents :

- **Monsieur Philippe GUIBRETEAU**, titulaire de 3 000 parts portant les numéros 1 à 3 000 représentatives de biens mobiliers en nature
- **Madame Anne GUIBRETEAU**, titulaire de 3 000 parts portant les numéros 3 001 à 6 000, représentatives de numéraire

Total des parts présentes : les 6 000 parts composant le capital social.

Monsieur Philippe GUIBRETEAU préside l'assemblée en qualité de gérant associé et constate que l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et prendre les décisions à la majorité requise.

- Fixation de la valeur de la part,
- Réduction du capital social,
- Transformation de l'EARL en SAS
- Effets de la transformation,
- Changement de date de clôture,
- Modification de la clé de répartition du résultat,
- Adoption des nouveaux statuts
- Pouvoirs et formalités.

Personne ne demandant plus la parole, le Président, Monsieur Philippe GUIBRETEAU, met successivement aux voix les résolutions qui suivent.

AG GP₁

PREMIERE RESOLUTION - FIXATION DE LA VALEUR DE LA PART

Afin de se prononcer sur les points à l'ordre du jour, l'assemblée générale, adopte à l'unanimité la résolution qui suit :

Valeur de la part

Après avoir été informés par leur conseiller du CER France 44 de la possibilité de prendre en compte la valeur économique de faisabilité ou de rentabilité et/ou la valeur patrimoniale de la société, les associés ont décidé de maintenir la part à sa valeur nominale, soit 15 €, dans la mesure où le bilan fera l'objet d'une réévaluation.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION - REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Afin d'arrondir la valeur du capital social de la société, l'assemblée générale décide de fixer la valeur de la part à 15 €, contre 15.2449 €, actuellement.

En conséquence, la société procèdera au remboursement des droits en capital de chacun des associés, par versement de cette somme au crédit de leur comptes d'associés respectifs au 1^{er} avril 2014, à hauteur de :

- Madame Anne GUIBRETEAU : 734.70 €
- Monsieur Philippe GUIBRETEAU : 734.71 €

Le nouveau capital social, est fixé à 90 000 € (quatre vingt dix mille euros) à compter du 1^{er} avril 2014.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION - TRANSFORMATION DE L'EARL en SAS

L'assemblée générale constate qu'il n'existe plus d'activité professionnelle agricole au sein de l'EARL DES DEUX RIVES.

L'assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport unique du Commissaire à la transformation, constate que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social, approuve expressément l'évaluation des biens composant l'actif social et constate l'absence d'avantages particuliers au profit des associés ou de tiers, tels que mentionnés dans le rapport unique du commissaire à la transformation.

En conséquence, après avoir constaté que les conditions légales sont réunies, l'assemblée générale décide de transformer la société en Société par Actions Simplifiée à compter rétroactivement du 1^{er} avril 2014.

Sous sa forme nouvelle, la société sera régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur concernant les sociétés par actions simplifiée et par les nouveaux statuts ci-après établis.

AG G₂

Cette transformation effectuée conformément à l'article L 210-6 AL 1 du Code de Commerce n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.

A l'occasion de cette transformation, le siège social reste inchangé et conformément aux dispositions de l'article 1844-6 du Code Civil et de l'article 4 des statuts, les associés décident de proroger la durée de la société de 54 années.

En conséquence, la durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La dénomination sociale devient : 3 G

L'objet social est désormais défini comme suit :

- L'acquisition, la gestion et l'administration de tous les immeubles et droits immobiliers composant son patrimoine ; la production et la vente d'énergie électrique d'origine photovoltaïque.

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;

- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;

- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises agricoles, commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;

- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Le capital social fixé à 90 000 €. Il est divisé en 6 000 actions d'une valeur nominale unitaire de 15 €, qui seront réparties entre les propriétaires actuels des parts sociales à raison d'UNE action pour UNE part sociale.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION. NOMINATION DE L'ORGANE DE DIRECTION

L'assemblée générale statuant aux conditions requises sous la forme sociétaire nouvelle, nomme en qualité de Président de la société, pour une durée indéterminée :

Monsieur Philippe GUIBRETEAU, né le 10 mai 1963 à Machecoul (Loire-Atlantique)

L'assemblée générale statuant aux conditions requises sous la forme sociétaire nouvelle, nomme en qualité de Directrice Générale la société, pour une durée indéterminée :

Madame Anne GUIBRETEAU, née GRIS le 7 juillet 1963 à Nantes (Loire-Atlantique)

Lesquels déclarent accepter les fonctions qui leur sont confiées.

AGG₃

Le Président et le Directeur Général dirigent la société et la représentent à l'égard des tiers. A ce titre, ils sont investis de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président et le Directeur Général peuvent, sous leur responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION. EFFETS DE LA TRANSFORMATION

La transformation sera opposable aux tiers dès le 1er avril 2014. Elle devra satisfaire aux formalités de publicité, conformément aux textes en vigueur.

L'assemblée générale décide que la durée de l'exercice en cours, dont la clôture est initialement prévue le 31 décembre 2014, doit être modifiée du fait de la transformation de la société en Société par Actions Simplifiée. Il décide que l'exercice social s'étendra désormais du 1^{er} février au 31 janvier de chaque année.

Ainsi l'exercice en cours s'étendra du 1^{er} avril 2014 au 31 janvier 2015.

Les comptes dudit exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions prévues aux nouveaux statuts et par les dispositions du Code de Commerce applicables aux sociétés par actions simplifiées.

Les comptes de l'exercice en cours seront soumis à l'approbation des associés et les résultats affectés conformément aux dispositions légales et statutaires.

Les droits et obligations contractés par la société transformée subsistent sous sa nouvelle forme.

Les sûretés détenues par les créanciers sociaux sont conservées après la transformation.

A l'occasion de la cessation d'activité de l'EARL DES DEUX RIVES, les nouvelles valeurs d'actif figurant dans le bilan de la SAS, s'établissent comme suit :

[illegible]

Le bilan d'ouverture de la SAS figurant ci-dessus est provisoire et devra intégrer tout éventuel élément d'actif qui n'aurait pas été cédé ou repris en patrimoine privé, en particulier, toute créance ou valeur mobilière de placement (notamment les parts sociales).

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

AG GP 5

SIXIEME RESOLUTION - ADOPTION DES NOUVEAUX STATUTS

L'assemblée générale décide de procéder à l'ensemble des modifications statutaires rendues nécessaires par les résolutions qui précèdent, et notamment d'adopter la remise à jour des statuts pour les rendre conformes à la transformation de la société en SAS.

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance des statuts mis à jour, décide d'approuver et d'adopter article par article puis dans son ensemble le texte tel que présenté et tel qu'il sera déposé au greffe du Tribunal de Commerce.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION - POUVOIRS ET FORMALITES

Le présent acte sera présenté à l'enregistrement et soumis au droit d'enregistrement de 375 €.

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur de l'original ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité prescrites par la loi.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

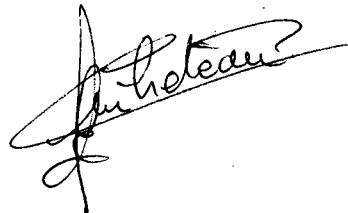
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, signé par la gérance et les associés.

Madame Anne GUIBRETEAU



Monsieur Philippe GUIBRETEAU



Enregistré à : SIE DE NANTES SUD EST - ENREGISTREMENT

Le 13/05/2014 Bordereau n°2014/1 497 Case n°56

Enregistrement : 375 €

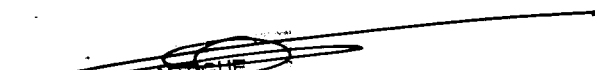
Pénalités :

Ext 6312

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agent administratif des finances publiques



Gilles LARTIGUE
Agent des impôts

AG GP.